

Décision n° 2010-0524
de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 6 mai 2010
attribuant des ressources en numérotation à
la société Alnilam
(numéros de la forme 09 00 PQ MC DU)

L'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques, et notamment ses articles L.36-7 et L.44 ;

Vu le dossier de déclaration déposé par la société Alnilam (récépissé de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes n° 09-3583 en date du 30 décembre 2009) ;

Vu la décision n° 05-1084 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 approuvant les règles de gestion du plan national de numérotation ;

Vu la décision n° 05-1085 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 15 décembre 2005 modifiée fixant l'utilisation des catégories de numéros du plan national de numérotation ;

Pour les motifs suivants : assurer la mise en œuvre de la conservation des numéros de la forme 09 AB PQ MC DU et permettre ainsi l'acheminement des communications vers tout utilisateur abonné d'un fournisseur de service de télécommunications et attributaire d'un tel numéro, un mécanisme technique d'identification de cet opérateur est nécessaire. Un numéro dit numéro de routage permet d'assurer cette fonction d'identification ;

Les numéros de la forme 09 00 PQ MC DU sont utilisés à cet effet, dans le réseau, sous la forme de l'identifiant 900 PQ placé en tête du numéro appelé ;

Vu la demande de la société Alnilam en date du 12 avril 2010, reçue le 19 avril 2010, sollicitant l'attribution d'un bloc de numéros de la forme 09 00 PQ MC DU destiné à être utilisé comme numéro de routage ;

Après en avoir délibéré le 6 mai 2010 ;

.../...

Décide :

Article 1er – Les numéros de la forme 09 00 10 MC DU sont attribués, jusqu'au 6 mai 2030, à la société Alnilam (Siren : 518 213 699) pour la mise en œuvre de la conservation des numéros fixes non géographiques, dans les conditions fixées par la décision n° 05-1085 en date du 15 décembre 2005 susvisée.

Article 2 - La société Alnilam acquitte, pour les numéros attribués à l'article 1^{er}, la taxe prévue à l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques susvisé.

Article 3 - Conformément aux dispositions de l'article L.44 du code des postes et des communications électroniques, les numéros attribués à l'article 1^{er} ne peuvent pas être protégés par un droit de propriété intellectuelle. Ils ne peuvent faire l'objet d'un transfert qu'après accord de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes.

Article 4 - Au 31 janvier de chaque année, la société Alnilam adresse à l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes un rapport sur l'utilisation effective des numéros attribués.

Article 5 - Le directeur des services fixe et mobile et des relations avec les consommateurs de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société Alnilam.

Fait à Paris, le 6 mai 2010

Le Président

Jean-Ludovic SILICANI